

### LA VIE DE LA PLATEFORME

#### PLAN PLURIANNUEL DE LUTTE CONTRE LA PAUVRETE ET POUR L'INCLUSION SOCIALE

Les assises du travail social Bretagne - Pays de la Loire ont eu lieu le 17 avril. Documents sur les sites des [DRJSCS](#).  
Les contributions écrites et la synthèse devraient y être disponibles pour le 15 juillet.

Un groupe de travail national définit des indicateurs départementaux (voire infra) de suivi du plan. Son rapport est prévu pour juillet 2014.

#### COMITE TECHNIQUE

La prochaine réunion du comité technique aura lieu le 16 septembre à 14h30.

#### GROUPE DE TRAVAIL ACCES AUX DONNEES

Le groupe travaille à l'élaboration d'un panier d'indicateurs sociaux à l'échelon EPCI (ou commune) et à faciliter la mise à disposition entre membres de la plateforme des indicateurs de ce panier actuellement peu ou pas accessibles.

La prochaine réunion aura lieu le mardi 9 septembre à 14h.

#### GROUPE DE TRAVAIL LOGEMENT - HEBERGEMENT

Le groupe travaille à la présentation des différentes sources sur le logement et l'hébergement. En parallèle, un groupe technique travaille à la mise au point d'un document semestriel concernant l'hébergement d'urgence à partir des données SIAO.

Les prochaines réunions auront lieu à 14h30 les 3 juillet et 16 octobre.

#### LA CONFERENCE ANNUELLE DES PARTENAIRES

La conférence 2014 aura lieu le mardi 18 novembre à Nantes, de 10h à 16h30. Elle aura pour thème l'observation de la Protection de l'enfance. Réservez la date !

### Cohésion sociale

#### [Eléments de diagnostic pauvreté - inclusion sociale dans les Pays de la Loire-Nantes](#)

Insee, Pays de la Loire, 5 décembre 2013, 18 pages

*Présentation en plusieurs parties : cadrage régional, pauvreté monétaire, populations touchées, zoom sur les départements et leurs territoires.*

#### [Plan pluriannuel interministériel de lutte contre la pauvreté : un an après, le plan est globalement sur les rails, mais il faut améliorer la gouvernance territoriale et être plus ambitieux !](#)

Evaluation par le collectif ALERTE, 19 décembre 2013

#### [Le secteur associatif en Loire-Atlantique, Maine et Loire, Mayenne, Sarthe, Vendée](#)

Repères et chiffres clés - Février 2014, Etude "Recherches et solidarités"

*Dernier bilan des créations et du nombre d'associations, de l'emploi et du bénévolat par département.*

#### [Les associations dans la politique de la ville](#)

Les études de l'Acse, "Repères n° 6" janvier 2014, 4 pages

*Publication numérique consacrée aux études commanditées par l'Agence. Au sommaire : les associations dans la politique de la ville. Un portrait détaillé est brossé du tissu associatif qui porte des projets et des actions au bénéfice des habitants des quartiers populaires.*

#### [Les associations face à la conjoncture](#)

Recherches et Solidarités, 5ème édition, janvier 2014, 21 pages

*Après quatre ans de repli, l'année associative 2012-2013 a marqué une légère reprise, en matière de créations. Celle-ci*

semble se confirmer au début de l'année 2013-2014, avec une légère progression au cours de l'automne, par rapport à l'année précédente. Est-ce un bon signe pour le tissu associatif ? En toute hypothèse, c'est le signe d'une moindre friilosité de la part de ceux que nous nommons « les bâtisseurs associatifs ».

#### [Rapport définitif du HCVA sur le financement privé du secteur associatif et sa synthèse](#)

Haut conseil à la vie associative (HCVA), mars 2014, Rapport de 50 pages et synthèse de 2 pages

Le 14 mars 2014, le haut conseil à la vie associative a remis son rapport sur le financement privé des associations. Plusieurs pistes sont explorées pour diversifier les ressources financières des associations.

#### [La France bénévole en 2014](#)

Recherches et Solidarités (J. MALET et C. BAZIN), 11<sup>ème</sup> édition, mai 2014, 25 pages

Le nombre de Français bénévoles dans une association, en France, est passé de 11,5 millions à 12,5 millions, entre 2010 et 2013. Parmi eux, ceux qui interviennent de façon régulière, sur un mode hebdomadaire, ne sont plus que 5,5 millions (6,3 millions en 2010). Le bénévolat évolue. Les travaux menés ces dernières années le confirment : des formes d'engagement plus ponctuelles, multiples parfois, passant d'un projet à l'autre, motivées par l'utilité sociale sans cacher l'épanouissement personnel et les compétences attendues, stimulées par des actions concrètes...

#### [Egalité professionnelle femmes-hommes dans les Pays de la Loire : état des lieux](#)

Insee, Etude n°131 (28 pages) - avril 2014

Etat des lieux en Pays de la Loire sur la progression de l'égalité professionnelle femmes-hommes. La convergence des situations entre femmes et hommes s'opère lentement à l'instar de l'évolution en France et dans les pays industrialisés.

#### [Vers l'égalité réelle entre les femmes et les hommes - Chiffres clés](#)

Service des droits des femmes et de l'égalité entre les femmes et les hommes du ministère des Droits des femmes en lien avec ses partenaires ministériels - Edition 2014

Chiffres clés de l'égalité 2014

#### [Les chiffres-clés des inégalités femmes-hommes dans les quartiers prioritaires et les territoires ruraux](#)

Etudes du HCEIFH, n°2-2014-04-EGATER, avril 2014, 15 pages, Haut conseil à l'égalité entre les femmes et les hommes en collaboration avec l'Observatoire national des zones urbaines sensibles (Onzus) et l'Insee.

Portrait inédit de l'égalité femmes-hommes, avec un double focus : l'égalité entre les femmes et les hommes sur les territoires fragilisés (zones urbaines sensibles-Zus et le milieu rural) et l'égalité entre ces habitant(e)s et celles et ceux des autres territoires.

#### [Le Sport en France - Repères, chiffres clefs et paroles d'acteurs](#)

Recherches et solidarités, avril 2014

La démographie des clubs, les emplois dans et autour du sport, au plan national et jusque dans les départements. L'opinion des dirigeants des clubs sportifs sur les différents sujets liés à leurs associations. Et celle des bénévoles sur leur engagement, leurs motivations, leurs satisfactions, leurs attentes.

## Emploi, Formation

#### [Bilan de l'accès au diplôme et à l'emploi sur l'ensemble des sessions de formation du BPJEPS Activités Nautiques de 2009 à 2012](#)

DRJSCS des Pays de la Loire, Statistiques et observations, Professions Formations, Certifications/Sport Animation, novembre 2013

Rapport qualitatif sur le public entré en formation dans l'ensemble des sessions de 2009 à 2012, dressant un bilan de l'accès au diplôme et à l'emploi, montrant également le lien entre la qualification, l'insertion professionnelle, les contrats de travail et les employeurs.

#### [Diagnostic territorial](#) Diagnostic territorial du Saumurois : observer pour agir ensemble

Maison de l'emploi Saumur Loire vallées d'Anjou, 2014 - 171 pages

Fruit d'un travail collectif de plus de 30 acteurs de l'emploi et de la formation, parmi lesquels la Région des Pays de la Loire, la chambre de commerce et d'industrie de Maine-et-Loire, Saumur agglomération et la Maison de l'emploi Saumur Loire vallées d'Anjou, ce diagnostic territorial vise à mieux connaître les conditions actuelles de l'emploi et les perspectives d'évolution des besoins en matière d'emploi.

#### [Diagnostic territorial](#) Diagnostic territorial Sarthe Sud. 2012-2013 : zoom sur le vieillissement de la population active

Maison de l'emploi Sarthe Sud - Sablé-sur-Sarthe, 2014, 40 pages

Coordonné par la Maison de l'emploi de Sarthe Sud, le diagnostic territorial du territoire de Sarthe Sud présente la situation du marché du travail sur les différents bassins (Sablé-sur-Sarthe, La Flèche, Val-de-Sarthe) mais également pour les jeunes de moins de 26 ans et les allocataires du RSA. Il aborde ensuite l'emploi salarié (évolution des effectifs par secteur et par Pays, effectif du secteur agricole), la situation économique (emploi intérimaire par secteur d'activité, chômage partiel, licenciements économiques) et la formation (contrats d'apprentissage, contrats de professionnalisation,

contrats d'alternance par secteurs d'activité, formation initiale et continue). Enfin, une analyse spécifique est menée concernant le vieillissement de la population active sur le territoire.

#### [Une mosaïque de zones d'emploi plutôt attractives dans les Pays de la Loire](#)

Insee Pays de la Loire, Etude n° 132, avril 2014, 4 pages

*Les zones d'emploi des Pays de la Loire présentent une bonne attractivité économique malgré la crise survenue en 2008, en grande partie grâce à la diversité et au dynamisme des activités de son économie. Cette attractivité productive ne se limite pas à la zone d'emploi de Nantes, mais s'observe aussi au sein de plusieurs zones d'emploi de la région.*

#### [Aider à concilier études et emploi : un enjeu de politique publique](#)

Insee Pays de la Loire, Etude n° 133, avril 2014, 4 pages

*Dans les Pays de la Loire, un étudiant sur cinq a un emploi. Plus élevée qu'ailleurs, en lien avec une forte représentation de l'apprentissage dans la région, cette proportion augmente au cours du cursus. La moitié des emplois occupés découlent directement du parcours de formation, l'autre moitié correspond à des "petits boulots".*

#### [S'y retrouver dans les mesures pour l'emploi](#)

Directe Pays de la Loire, tableaux synoptiques des mesures pour l'emploi, 2014

*La Directe Pays de la Loire a réalisé des tableaux synoptiques présentant les mesures pour l'emploi dans le secteur marchand et le secteur non marchand.*

#### [Mise en place du dispositif "emploi CNDS" pour les associations sportives](#)

DRJSCS des Pays de la Loire, 2014

*Le ministère des sports a mis en place une mesure d'aide à l'emploi spécifique intitulée "emploi CNDS" (pour Centre national de développement du sport). Ce dispositif est destiné à renforcer l'emploi sportif qualifié et la professionnalisation des structures associatives sportives.*

#### [Les emplois d'avenir dans les associations sportives : enquête et point d'étape au 30 octobre 2013](#)

AGEFOS PME Pays de la Loire Poitou-Charantes, 2013, 7 pages

*Etat des lieux de la perception des emplois d'avenir dans les associations sportives : 59 % des structures du sport voient dans les emplois d'avenir un levier pouvant répondre à leurs besoins et aux aides financières qui lui sont associées. A la date de l'enquête (octobre 2013), 31 % d'entre elles souhaitent embaucher au cours des mois qui viennent (en CDD pour 54 % ou en CDI pour 26 % d'entre elles).*

#### [Tableau de bord : les chiffres de l'emploi et du chômage des personnes handicapées](#)

AGEFIPH Pays de la Loire - Tableau de bord n° 23, bilan à fin mars 2014 (données janvier-décembre 2013), 16 pages

*Chiffres clés et synthèse de la situation dans la région et comparaison avec le niveau national sur les thématiques suivantes : les demandeurs d'emploi, les entreprises et l'emploi, la formation, l'insertion dans l'emploi, la création d'activité et le maintien dans l'emploi.*

#### [Hébergement social pour familles et adultes en difficultés - Bilan de l'emploi en 2012](#)

UNIOPSS et centre de ressources DLA du champ social, médico-social et santé en partenariat avec l'association Recherches et Solidarités, Fiches pratiques de janvier 2014

*Mise à disposition de données sur la dynamique associative et en particulier sur l'emploi. Fiche dressant le bilan du nombre d'établissements et de l'emploi en 2012 dans le secteur privé non lucratif de l'hébergement social pour familles et adultes en difficultés.*

#### [Face à l'emploi, les inégalités entre régions sont plus fortes pour les moins diplômés](#)

Evaluation et statistiques, Direction de l'évaluation, de la prospective et de la performance (DEPP), Note d'information n°3, février 2014

*Alors que les opportunités d'emploi des diplômés sont relativement homogènes sur le territoire, celles des moins formés varient beaucoup d'une région à l'autre. La Bretagne et les Pays de la Loire ont les plus faibles proportions de jeunes de 15 à 29 ans ne poursuivant pas d'études et n'ayant pas d'emploi.*

#### [Economie sociale : bilan de l'emploi en 2013](#)

Recherches et Solidarité, en coopération avec l'ACOSS-URSSAF et la CCMSA, 10 juin 2014, 10 pages

*L'économie sociale, entendue sous le seul angle juridique, représente en 2013 : 200 000 établissements, 2 362 000 salariés, et une masse salariale de près de 54 milliards d'euros, dont 14 % relevant du régime agricole. Avec 2,36 millions de salariés, l'économie sociale (associations, coopératives, mutuelles et fondations) a représenté un emploi privé sur huit en 2013 (12,6 %). Cet ensemble est principalement porté par le secteur associatif (83 % des établissements, 77 % des emplois et 69% de la masse salariale), sa colonne vertébrale.*

## Enfance, Jeunesse, Famille

### [Garçons et filles sont-ils aussi bien préparés face à l'avenir ?](#)

## PISA, 2014, 8 pages

*Les écarts de performance entre les sexes en mathématiques sont globalement restés stables au fil des différentes évaluations PISA, ce qui n'est pas bon signe, sachant que les résultats de l'enquête PISA montrent également que les garçons comme les filles peuvent atteindre les plus hauts niveaux de performance. Fait plus préoccupant encore, les différences entre les sexes touchent aussi les attitudes des élèves à l'égard de l'apprentissage des mathématiques, avec des répercussions tout au long de la vie, bien au-delà de la fin de la scolarité obligatoire.*

## Ressources et conditions de vie des jeunes adultes en France

### Contributions du séminaire organisé par la DREES le 29 janvier 2014

*Etudes nationales sur les jeunes adultes : niveaux de vie, insertion, pauvreté, santé...*

## 100 000 jeunes supplémentaires d'ici 2040 : un défi à relever pour les Pays de la Loire

### Etude INSEE n° 130 en partenariat avec la Région Pays de la Loire et la DRJSCS des Pays de la Loire (4 pages) - février 2014

*Premier opus d'une série d'études dans le cadre du Schéma régional des Jeunesses de la Région des Pays de la Loire (6 études à venir) pour éclairer les politiques publiques en faveur des jeunes : éducation, conditions de vie, formation, emploi.*

*La région connaîtrait la plus forte progression du nombre de jeunes derrière Rhône-Alpes. La Loire-Atlantique, la Vendée et le Maine-et-Loire seraient les départements particulièrement concernés. Si le scénario se confirme, de nombreux défis se poseront aux politiques publiques.*

## Mobilisation contre le décrochage scolaire : bilan de l'action entreprise sur l'année 2013 et perspectives pour l'année 2014

Ministère de l'Education nationale, site "education.gouv.fr", présentations à l'occasion du séminaire sur la lutte contre le décrochage scolaire le 8 janvier 2014 à Paris.

*Bilan statistique de l'activité des réseaux FOQUALE, photographie des jeunes en situation de décrochage d'après le dernier comparatif SIEI de décembre 2013.*

## Le contrat d'insertion dans la vie sociale (Civis) en 2011 et 2012

### DARES Analyses, Avril 2014, n° 27, 10 pages

*Dans un contexte économique difficile, notamment pour les jeunes, les perspectives à la sortie du dispositif sont un peu moins bonnes que quelques années auparavant : seuls 25 % des sortants de Civis en 2012 et 27 % en 2011 ont accédé à un emploi durable, contre 28 % en 2010 et 2009 et 37 % en 2008.*

## Le service civique : une ambition forte, une montée en charge à maîtriser

### Rapport public annuel de la Cour des comptes, février 2014 (12ème point), 40 pages

*La Cour des comptes a conduit une enquête centrée sur l'engagement de service civique qui fait apparaître qu'après une période de démarrage où des résultats encourageants ont été obtenus par l'agence, la poursuite de la montée en charge doit être progressive pour garantir la qualité des missions proposées et l'adéquation entre les objectifs et les moyens budgétaires.*

## Ressources et parcours vers l'indépendance des jeunes adultes en France. Associer soutien familial, aides publiques et revenus du travail

### DREES (M. Portela, T. de Saint Pol, E. Albérola), Dossiers Solidarités et santé, n°51, février 2014, 51 pages

*Grâce à la prise en compte de l'ensemble des ressources des jeunes, huit profils de jeunes adultes (18-24 ans) et de situations d'indépendance sont déterminés : des profils aussi divers que les jeunes adultes qui assument de vivre encore chez leurs parents, au contraire de ceux qui sont contraints de rester dans le foyer parental, des jeunes dont l'indépendance précaire repose sur un assemblage d'aides publiques ou ceux dont l'indépendance résidentielle est financée par les parents.*

## L'emploi des jeunes : Pratiques des entreprises en matière de recrutement et d'intégration des jeunes (statistiques) Analyse

### Association "A compétence égale", mai 2014, 15 pages

*2ème édition de l'étude ANDRH-Inergie sur l'emploi des jeunes (fédération d'une soixantaine de cabinets de recrutement s'engageant contre la discrimination à l'embauche) selon laquelle l'alternance représente une transition plutôt réussie entre études et embauche pour les deux tiers des DRH interrogés. Le contrat d'alternance concerne majoritairement les jeunes de niveau Bac ou infra BAC ; il débouche sur un CDI dans la même entreprise dans 30 % des cas.*

## En février 2013, 65 % des jeunes ont un emploi sept mois après la fin de leur apprentissage

### DEPP, note d'information n° 4, mars 2014, 4 pages

*Parmi les jeunes qui travaillent, 59 % ont un emploi à durée interminée (EDI) et 26 % un emploi à durée déterminée (EDD). Cette proportion, similaire à celle de 2012, est différente de celle observée avant la crise (65 % en EDI et 20 % en EDD).*

*Si l'inactivité ne concerne que 5 % des jeunes sortant d'apprentissage, elle est la plus forte pour les jeunes sans diplôme de l'enseignement secondaire. La situation des jeunes sortant de CFA est différente selon les académies. Ainsi, la part*

des jeunes en emploi dépasse 70 % dans 6 académies dont Nantes et Rennes.

## Logement, Hébergement

[Les dépenses de logement : allégées par les aides personnelles au logement, mais qui demeurent une charge très forte pour une partie des foyers allocataires](#)

CNAF, direction des statistiques et études, L'e-ssentiel, N° 144, mars 2014, 4 pages.

*Malgré la prise en compte de nombreux paramètres dans le calcul de l'aide, l'effort budgétaire à fournir pour se loger après déduction des aides au logement (en moyenne 49 % du loyer à acquitter) reste disparate selon la configuration familiale, le niveau de revenus et le lieu de vie. Chaque mois, une fois le logement payé et les AL déduites, la moitié des allocataires disposent de moins de 609 euros par unité de consommation (UC) pour vivre, 20 % des ménages conservent moins de 335 euros par UC.*

[Les conditions de logement des bénéficiaires de minima sociaux en 2012 : difficultés d'accès, surpeuplement et contraintes budgétaires](#)

DREES (M. CALVO et A. LEGAL), Etudes et résultats n° 872, 25 février 2014.

*A la fin 2012, plus du tiers des bénéficiaires de minima sociaux sont locataires du secteur social. Parallèlement, environ un quart ne dispose pas de son propre logement : 18 % sont hébergés par des proches ou occupent un logement prêté (contre 4 % des personnes du premier quintile de niveau de vie), 2% vivent dans des foyers ou des résidences sociales et 3% sont à l'hôtel, en centre d'hébergement, dans une habitation mobile ou sans domicile.*

[Les sans domicile et l'emploi - Des emplois aussi fragiles que leurs conditions de vie](#)

Insee Première, n° 1494, avril 2014, 4 pages

*Les sans-domicile ayant un emploi ont des conditions d'hébergement plus stables que les autres sans-domicile. Mais ils occupent des emplois très précaires : 22 % déclarent ne pas avoir de contrat de travail et 15 % sont intérimaires, stagiaires ou saisonniers. En outre, deux sans-domicile sur trois travaillent depuis moins d'un an chez le même employeur, et trois sur cinq perçoivent un salaire inférieur à 900 euros par mois.*

## Statistiques

[Qui est riche et qui est pauvre en France ?](#)

Observatoire des inégalités, 7 avril 2014

*L'observatoire des inégalités publie des données détaillées de l'année 2011 par type de ménage. Elles sont obtenues à partir des déclarations d'impôts, auxquelles l'Insee a retiré les impôts directs payés et les prestations reçues. L'étude délimite les frontières des niveaux de vie entre les pauvres, les catégories populaires, les classes moyennes, les tranches aisées et les riches. Une personne seule est considérée comme pauvre si elle vit avec moins de 729 euros par mois. Un couple sans enfant avec*

*1 423 euros et 1 921 euros avec deux enfants. Le seuil de pauvreté utilisé dans l'étude est situé à la moitié du niveau de vie médian. Il ne s'agit pas du seuil de pauvreté officiel de l'Insee à 60 %, qui se situe à 814 euros.*

[Panorama statistiques 2013](#)

DRJSCS Pays de la Loire, Mission d'appui transversale et territorial (MATT), 56 pages

*Présentation des principaux indicateurs et statistiques disponibles des domaines de la cohésion sociale, de la jeunesse et des sports pour la région Pays de la Loire et ses cinq départements.*

[30 000 habitants supplémentaires chaque année depuis 2006 dans les Pays de la Loire](#)

INSEE, Faits et Chiffres n° 490, janvier 2014

*Avec 3 601 000 habitants au 1er janvier 2011, la région des Pays de la Loire est la cinquième région la plus peuplée de France et la première du littoral atlantique. Entre 2006 et 2011 le rythme de croissance annuel de 0.86% est supérieur à la moyenne nationale et à celle du littoral atlantique.*

[Depuis 1982, les Pays de la Loire ont gagné 670 000 habitants](#)

INSEE, Faits et Chiffres n° 491, janvier 2014

*Au cours des 30 dernières années, les Pays de la Loire ont gagné 23 200 habitants en moyenne chaque année. Parmi les départements, la Loire-Atlantique et la Vendée se distinguent avec respectivement 10 400 et 5 500 habitants de plus par an depuis 1982. L'aire urbaine de Nantes concentre à elle seule un tiers de la croissance démographique de la région, les autres aires urbaines (Angers, Le Mans, Saint-Nazaire, Laval et la Roche-sur-Yon) sont également plutôt dynamiques.*

## [Les bénéficiaires de l'aide sociale départementale en 2012](#)

DREES, Document de travail n°187

Résultats de l'enquête sur les bénéficiaires de prestations de l'aide sociale (aux personnes âgées, handicapées, à l'enfance et insertion) par département au 31 décembre 2012.

## [Cartes interactives](#)

INSEE, bases de données, données locales

Il est possible de visualiser de nombreux indicateurs démographiques, sociaux et économiques par commune, arrondissement municipal, canton, département, zone d'emploi, région, EPCI. Il est également possible d'exporter les données cartographiques dans un tableur.

MEMBRES DE LA PLATEFORME	
COMITE TECHNIQUE	AUTRES MEMBRES
<p><a href="#">ARS Pays de la Loire</a> <a href="#">Conseil général de Loire-Atlantique</a> <a href="#">Conseil général de Maine-et-Loire</a> <a href="#">Conseil général de la Sarthe</a> <a href="#">Conseil général de Vendée</a> <a href="#">Conseil régional des Pays de la Loire</a> <a href="#">Direction régionale de l'INSEE</a> Directions départementales de la cohésion sociale 44 ; 49 ; 72 ; 85 et de la protection des populations : 53 <a href="#">DRJSCS Pays de la Loire</a></p>	<p><a href="#">Caisses d'allocation familiales</a> <a href="#">CARSAT Pays de la Loire</a> <a href="#">CREAI Pays de la Loire</a> <a href="#">DIRECCTE Pays de la Loire</a> <a href="#">DTPJJ Loire Atlantique-Vendée</a> <a href="#">DREAL Pays de la Loire</a> <a href="#">les MDPH</a> <a href="#">MSA</a> <a href="#">ORS Pays de la Loire</a> <a href="#">Préfecture des Pays de la Loire</a> <a href="#">Rectorat de l'académie de Nantes</a></p>



**Editeur :**  
**Direction régionale de la jeunesse, des sports et de la cohésion sociale  
des Pays de la Loire**

**Nous contacter :**  
[drjscs44-plateforme\(arobase\)drjscs\(point\)gouv\(point\)fr](mailto:drjscs44-plateforme(arobase)drjscs(point)gouv(point)fr)  
[www.pays-de-la-loire.drjscs.gouv.fr](http://www.pays-de-la-loire.drjscs.gouv.fr)

**| [S'inscrire](#) | [Se désinscrire](#) |**